



Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18 décembre 2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Société TERDEM

Lieu-dit Erreka Xuxena
64310 Saint-Pée-sur-Nivelle

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection, réalisée le 18 décembre 2025, des parcelles cadastrées n° 92, 94 et 95 de la section OF de la commune de Saint-Pée-sur-Nivelle (64310). Cette partie "Contexte et constats" est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

À la suite d'un signalement et après consultation des images aériennes accessibles en ligne, un dépôt de déchets inertes illégal est suspecté sur les parcelles cadastrées n° 92, 94 et 95 de la commune de Saint-Pée-sur-Nivelle (64310) au lieu dit Erreka Xuena.

Afin de qualifier l'activité exercée sur ce site et de quantifier le volume des terres de remblai qui ont été déposées, l'inspection des installations classées a été réquisitionnée par le parquet de Bayonne pour y mener une visite d'inspection du site sur lequel ont été déposés les déchets mentionnés.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

Société TERDEM
Chemin des Carrières – 64310 Ascaïn
Code AIOT dans GUN : 0100305325
Régime : Néant
Non Seveso / Non IED

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Situation administrative,
- Gestion des déchets,
- Traçabilité des déchets.

Présentation de l'exploitant

La société TERDEM a pour activité principale les travaux de terrassement courants et les travaux préparatoires du BTP.

Le siège de la société est situé à Ascaïn, son rayon d'intervention couvre essentiellement le Pays-Basque.

La société a démarré son activité le 4 octobre 2019.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés, et, à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle,
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée,
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite,
- la prescription contrôlée,
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées,
 - les observations éventuelles,
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous),
 - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, etc.

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »,
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription),
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives,
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La visite d'inspection a porté sur la situation administrative de la société TERDEM au regard de l'installation de stockage de déchets inertes (ISDI) constatée sur les parcelles cadastrées n° 92, 94 et 95 de la section OF de la commune de Saint-Pée-sur-Nivelle.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est présentée ci-dessous.

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suite administrative.

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative Rubrique 2760	Code de l'environnement Annexe à l'article R. 511-9	Mise en demeure <i>Arrêt des apports de déchets non dangereux inertes</i>	Sans délai
2	Déchets Gestion irrégulière	Code de l'environnement Article L. 541-2	Mise en demeure <i>Évacuation des déchets non dangereux inertes</i>	6 mois
3	Déchets Dépôt illégal	Code de l'environnement Article L. 541-3.I	Mise en demeure <i>Remise en état du site</i>	8 mois
4	Traçabilité Tenue du registre des terres excavées	Arrêté du 31 mai 2021, Article 8	Mise en demeure <i>Transmission de l'historique des apports des déchets</i>	1 mois

⁽¹⁾ s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

À la suite de la visite d'inspection du 18 décembre 2025 réalisée sur les parcelles cadastrées n° 92, 94 et 95 de la section OF de la commune de Saint-Pée-sur-Nivelle, il a été constaté :

- un stockage illégal de déchets non dangereux inertes (terre, cailloux), dont les apports ont commencé fin 2019 – début 2020,
- le volume des déchets stockés est estimé à 18 630 m³,
- l'activité exercée est définie comme une Installation de Stockage de Déchets Inertes (ISDI) qui nécessite d'obtenir une autorisation préalable pour pouvoir l'exercer,
- aucune demande d'autorisation n'a été déposée par l'exploitant auprès des services de la préfecture,
- aucune traçabilité des déchets inertes mis en remblais n'a été produite par l'exploitant.

L'absence de demande d'autorisation préalable pour la création d'une ISDI, l'absence de tenue du registre des terres excavées et la durée pendant laquelle les remblais ont été réalisés (plus de 6 ans) permettent de chiffrer, a minima, les volumes mis en remblais.

La véritable innocuité des matériaux déposés ne pourrait être vérifiée que par la réalisation de sondages selon un maillage très fin du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative – Installation de stockage de déchets inertes (ISDI)

Référence réglementaire : Code de l'environnement, Annexe à l'article R. 511-9 (<i>Rubrique 2760-3</i>)	
Prescription contrôlée :	
<u>Rubrique 2760-3 de la nomenclature des installations classées</u>	
Installations de stockage de déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2720	
	Régime
1. Installation de stockage de déchets dangereux autre que celle mentionnée au 4	Autorisation
2. Installation de stockage de déchets non dangereux autre que celle mentionnée au 3 :	Enregistrement
a) Dans une implantation isolée au sens de l'article 2, point r) de la directive 1999/31/ CE, et non soumise à la rubrique 3540	
b) Autres installations que celles mentionnées au a	Autorisation
3. Installation de stockage de déchets inertes	Enregistrement
4. Installation de stockage temporaire de déchets de mercure métallique	Autorisation
Constats :	
<u>Personne rencontrée lors de l'inspection</u>	
La personne rencontrée sur les installations le jour de l'inspection est le père du gérant de la société TERDEM. Cette personne a participé à l'intégralité de l'inspection et a répondu aux diverses questions posées par l'inspection des installations classées.	
Elle précise qu'elle ne possède aucune action dans la société TERDEM mais qu'elle représente le gérant (qui est également son fils) à cette occasion.	
<u>Constats réalisés sur le site</u>	
Une partie des parcelles n° 92, 94 et 95 de la section OF n'est pas enherbée, car elle a fait l'objet d'apports récents de terre et de gravats qui ont été ensuite nivelés.	
La surface visible le jour de l'inspection a été mesurée au moyen d'un appareil GPS, cette surface est estimée à 7 410 m ² .	
Une tranchée a été creusée dans le sens de la pente par l'exploitant afin de faire évacuer les eaux pluviales lors des épisodes pluvieux importants ; cette tranchée fait apparaître la hauteur moyenne des apports en terre et gravats qui est d'environ 1,80 mètres au droit du départ de la tranchée.	

Photos aériennes

Sur une vue aérienne antérieure à la date de l'inspection, la surface sur laquelle des terres et gravats ont été apportés est supérieure à celle visible le jour de l'inspection, elle est de 10 350 m².

Le volume des apports, calculé sur la base de ces éléments, est a minima de : 10 350 m² x 1,80 m (hauteur moyenne retenue) = **18 630 m³**.

Remarque

Des remblais, sur une surface beaucoup plus importante que celle constatée, peuvent avoir été réalisés puis recouverts d'une couche de terre végétale, puis enherbés. Cette situation rend difficile le chiffrage total des volumes mis en remblais.

L'évaluation ci-dessus est un calcul a minima.

Dépôts de déchets inertes

L'inspection a permis de constater que les parcelles cadastrées n° 92, 94 et 95 de la section OF de la commune de Saint-Pée-sur-Nivelle servent de support à une installation de stockage de déchets inertes (ISDI).

Les remblais sont réalisés sur des parcelles agricoles, naturelles et boisées.

Les apports de déchets inertes, qui ont commencé en fin d'année 2019, sont réalisés par la société TERDEM domiciliée à Ascaïn.

Le début des apports correspond à la date de création de l'entreprise (inscription au registre des métiers le 4 octobre 2019).

Installation de Stockage de Déchets Inertes (ISDI)

Les dépôts constatés relèvent de la rubrique n° 2760-3 (installation de stockage de déchets inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

Cette activité nécessite au préalable le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation (enregistrement) auprès des services de la préfecture. Aucune démarche en ce sens n'a été réalisée par la société TERDEM.

Demande d'exhaussement

L'ensemble du site est constitué de plusieurs parcelles agricoles enregistrées au cadastre sous les n° suivants :

- 90 et 91 de la section OF de la commune de Saint-Pée-sur-Nivelle,
- 92, 94 et 95 de la section OF de la commune de Saint-Pée-sur-Nivelle.

La visite d'inspection n'a porté que sur les parcelles cadastrées n° 92, 94 et 95 de la section OF.

Pour mémoire :

- la parcelle n° 90 de la section OF a fait l'objet d'une déclaration préalable (DP) n° 06449513B0028 en mairie de Saint-Pée-sur-Nivelle en date du 24 avril 2013 par le propriétaire du terrain,
- la parcelle n° 91 de la section OF a fait l'objet d'une déclaration préalable (DP) n° 06449513B0029 en mairie de Saint-Pée-sur-Nivelle en date du 24 avril 2013 par le propriétaire du terrain.

Aucune demande d'exhaussement n'a été faite en mairie de Saint-Pée-sur-Nivelle par le propriétaire des parcelles n° 92, 94 et 95 de la section OF, objet de la visite d'inspection de ce jour.

Urbanisme

La commune de Saint-Pée-sur-Nivelle dispose d'un Plan Local d'Urbanisme (PLU), approuvé par le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Pays Basque le 24 septembre 2022.

Les parcelles cadastrées n° 92, 94 et 95 – section OF de la commune de Saint-Pée-sur-Nivelle sont situées ne partie ou en totalité :

- en zone agricole (A) du PLU (parcelles 92, 94 et 95),
- en zone naturelle de protection (Np) du PLU (parcelles 92 et 94),
- en espaces boisés classés (parcelles 92, 94 et 95).

Les règlements du PLU en vigueur n'autorisent pas l'installation de stockage de déchets inertes sur les parcelles susvisées.

Matériel présent sur les parcelles le jour de l'inspection

- un chargeur appartenant à la société TERDEM (hors service, selon l'exploitant),
- une pelle mécanique de marque Hyundai-Robex 210Lc, floquée au nom de *Travaux Publics Sallaberry* ;

<p>l'exploitant précise qu'elle appartient à la société « Les carrières de la Rhune »,</p> <ul style="list-style-type: none"> • un bulldozer floqué au nom de <i>Travaux Publics Sallaberry</i>, l'exploitant rencontré précise qu'il lui appartient à titre personnel.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant procède à l'arrêt immédiat de tout apport de déchets inertes sur les parcelles susvisées.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, arrêt des apports de déchets</p>
<p>Proposition de délais : Dès notification de l'arrêté de mise en demeure</p>

N° 2 : Déchets – Gestion irrégulière

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement, Article L. 541-2</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion, conformément aux dispositions du présent chapitre.</p> <p>Tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers.</p> <p>Tout producteur ou détenteur de déchets s'assure que la personne à qui il les remet est autorisée à les prendre en charge.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le propriétaire des terres agricoles sur lesquelles ont été déposées les déchets inertes n'a pas fait de démarche de demande d'exhaussement, et, en tous cas, n'est pas détenteur d'une autorisation délivrée par la mairie concernée.</p> <p>L'entreprise TERDEM ne s'est pas assurée que le propriétaire des terrains était autorisé à prendre en charge les déchets inertes apportés.</p> <p>L'exploitant (son représentant), producteur des déchets, déclare avoir obtenu une autorisation verbale du propriétaire des parcelles concernées afin de pouvoir déposer les déchets inertes sur son terrain.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant d'évacuer les déchets inertes non dangereux vers une filière de traitement dûment autorisée.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, évacuation des déchets inertes</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois à compter la notification de l'arrêté de mise en demeure</p>

N° 3 : Déchets – Dépôt illégal

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement, Article L. 541-3.I</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lorsque des déchets sont abandonnés, déposés ou gérés contrairement aux prescriptions du présent chapitre et des règlements pris pour leur application, à l'exception des prescriptions prévues au I de l'article L. 541-21-2-3 et de celles prévues à la section 4 du présent chapitre, l'autorité titulaire du pouvoir de police compétente avise le producteur ou détenteur de déchets des faits qui lui sont reprochés ainsi que des sanctions qu'il encourt et, après l'avoir informé de la possibilité de présenter ses observations, écrites ou orales, dans un délai de dix jours, le cas échéant assisté par un conseil ou représenté par un mandataire de son choix, peut lui ordonner le paiement d'une amende au plus égale à 15 000 € et le mettre en demeure d'effectuer les opérations nécessaires au respect de cette réglementation dans un délai déterminé.</p>

Constats :

Les déchets visibles, déposés sur les parcelles susvisées, sont des déchets inertes.

Ces déchets ont été apportés depuis la fin de l'année 2019.

Il n'a été présenté aucune demande d'autorisation à l'inspection des installations classées pour la création d'une installation de stockage de déchets inertes.

Cette gestion illégale des déchets constitue une infraction délictuelle.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat:

Il est demandé à l'exploitant :

- d'arrêter, sans délai, d'apporter des déchets,
- d'évacuer les déchets vers les filières autorisées,
- de remettre en état le site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, arrêt des apports de déchets et évacuation des déchets présents

Proposition de délais : Dès notification de l'arrêté de mise en demeure, arrêt des apports
6 mois à compter de la notification de l'arrêté de mise en demeure, évacuation des déchets
8 mois à compter de la notification de l'arrêté de mise en demeure, remise en état du site

N° 4 : Traçabilité – Tenu du registre des terres excavées

Référence réglementaire : Arrêté du 31 mai 2021, Article 8

Prescription contrôlée :

Les transporteurs et les collecteurs de terres excavées et sédiments tiennent à jour un registre chronologique des terres excavées et sédiments transportés ou collectés.

Ce registre contient au moins, pour chaque lot de déchets transportés ou collectés, les informations suivantes :

a) Concernant la date d'enlèvement et de déchargement :

- la date d'enlèvement des terres excavées et sédiments ;
- la date de déchargement des terres excavées et sédiments ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle des terres excavées ou sédiments ;
- les données issues de l'analyse chimique des terres excavées et sédiments lorsque cette analyse est nécessaire pour valoriser ou éliminer les terres excavées et sédiments, ou lorsque ces données sont disponibles ;
- lorsque les terres excavées et sédiments ont le statut de déchet, le code déchet au regard de l'article R. 541-7 du Code de l'environnement ;
- s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du Code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du Code de l'environnement ;
- la quantité de terres excavées et sédiments en tonne ou en m³ ;

c) Concernant le transport des terres excavées et sédiments :

- le numéro d'immatriculation du ou des véhicules transportant les terres excavées et sédiments ;
- dans le cas de déchets dangereux, selon le cas, le code transport lié aux réglementations internationales relatives au transport international des marchandises dangereuses par route, au transport international ferroviaire des marchandises dangereuses, au transport de matières dangereuses sur le Rhin, ou au transport maritime de marchandises dangereuses ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;

d) Concernant l'origine et la gestion des terres excavées et sédiments :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial des terres excavées et sédiments ;
- la ou les parcelles cadastrales du lieu de production des terres excavées et sédiments avec leurs identifications, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de production ;
- l'identifiant du terrain lorsque les terres ont été extraites d'un terrain placé en secteur d'information sur les sols au titre de l'article L. 125-6 ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de la personne remettant les terres excavées et sédiments au transporteur ou au collecteur ;
- l'adresse de la prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse du producteur ou de la personne les remettant ;
- le cas échéant, la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, et leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du Code de l'environnement, si les terres excavées ou les sédiments sont gérés par un courtier ou un négociant ;

e) Concernant la destination des terres excavées et sédiments :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de la personne vers laquelle les terres excavées et sédiments sont expédiés.

Constats :

Origine des déchets inertes

L'exploitant précise, concernant les volumes de déchets inertes apportés sur les installations :

- qu'ils proviennent de différents chantiers réalisés au Pays-Basque,
- qu'ils n'ont pas fait l'objet d'une pesée au départ des chantiers,
- que la facturation de la mise en décharge des déchets n'a pas été réalisée individuellement (camion par camion) mais résulte de marchés obtenus à la suite d'appels d'offre lancés par les maîtres d'ouvrage ; la facturation a été réalisée de façon forfaitaire pour l'ensemble de chaque marché.

La société TERDEM est à la fois le producteur (terres excavées sur des chantiers) et le détenteur des déchets ; elle est responsable de leur gestion.

Les déchets inertes non dangereux n'ont pas été expédiés vers des filières de traitement dûment autorisées (ISDI régulièrement enregistrée ou plate-forme de valorisation).

L'exploitant n'a pas procédé à la tenue du registre des terres excavées.

Aucun historique ou documents permettant de justifier l'origine et la quantité des déchets inertes apportés n'a été présenté par l'exploitant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, sur la base des divers éléments en sa possession (comptabilité, marchés obtenus, etc.) :

- le détail des volumes totaux de déchets inertes apportés sur le site,
- le poids par camion ou à défaut le nombre de camions (avec volume des bennes),
- le chantier d'origine,
- le marché concerné,
- le nom du maître d'ouvrage,
- les dates de mise en remblai, etc.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, transmission de l'historique des apports

Proposition de délais : 1 mois à compter de la notification de l'arrêté de mise en demeure